

# Ford Blanquefort : un plan social et un chantier de réindustrialisation

[A La Une Sud Ouest Éco](#)

Publié le 25/02/2019 à 19h24. Mis à jour à 19h42 par **Pascal Rabiller**.

[Devenez Premium ! Offre spéciale](#)

35

[commentaires](#)



Philippe Poutou à la sortie de la réunion ce lundi au ministère de l'économie à Paris.

ERIC PIERMONT AFP or licensors

Inévitable après le rejet par Ford du plan de reprise de son site par Punch, le plan social va être enclenché. Un groupe de travail planche désormais sur des pistes de réindustrialisation

"Notre bataille c'est le refus d'homologation du plan social, pour mettre la pression sur Ford et la mise en place d'une vraie stratégie industrielle pour mettre rapidement de l'activité dans l'usine, prendre l'usine en main, garder les machines. **Il faut faire en sorte que les collectivités territoriales, les pouvoirs publics travaillent ensemble pour trouver une solution originale et efficace.**"

C'est dans cet état d'esprit, extrêmement combatif, que Philippe Poutou délégué syndical CGT Ford, abordait en fin d'après midi, la réunion qui réunissait à Bercy le ministère de l'économie, les représentants du personnel et les élus locaux.

PUBLICITÉ

[inRead invented by Teads](#)

Celui qui, comme les autres représentants du personnel n'a, à aucun moment, été mis dans la confiance du contenu du plan de reprise proposé, sans succès [par Punch à Ford](#), a été au moins partiellement entendu.

Réindustrialisation : Un groupe de travail est constitué

Si le plan de sauvegarde de l'emploi a toutes les chances d'être validé le 4 mars prochain, [le départ définitif de Ford](#) ne signifie pas encore tout à fait la fin de l'histoire industrielle du site de Blanquefort.

C'est en tout cas ce que veut croire le ministre de l'économie Bruno Le Maire. "Nous avons mis en place un groupe de travail qui associe les élus, les collectivités, l'État et les représentants des salariés pour travailler toutes les pistes possibles? **Nous allons nous battre, je préfère qu'on me fasse un procès en volontarisme qu'un procès en immobilisme** sur ce dossier. En attendant, Ford doit payer ce qu'il doit aux salariés dans le cadre du plan social. Ford dont l'attitude est indigne d'un grand groupe mondial" assénait Bruno Le Maire, lors du point presse qui suivait la rencontre.

B. Simian : "Ford doit cracher"

Pendant la réunion, selon nos informations, Jean-Pierre Floris, le délégué interministériel aux restructurations industrielles, a évoqué, parmi les pistes potentielles d'activités industrielles sur le site de l'usine girondine, des équipementiers automobile, ainsi que le projet d'Hydrogène de France, une société bordelaise, qui souhaite développer des centrales électriques et des systèmes de stockage massif de l'électricité via l'hydrogène. **Un projet qui pourrait concerner 55 postes**, qui avait été évoqué, dès la semaine dernière par le député girondin Benoît Simian, présent, ce lundi soir à la réunion de Bercy. Un député qui ne décolerait pas à l'issue de la soirée: "Ford doit cracher d'ici la fin de la semaine le financement de la réindustrialisation de ce site."